Spedizione in abbonamento postale

Anno 100° — Numero 199

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì, 20 agosto 1959** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 651-236 651-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10, ROMA - TEL. 841-089 848-184 841-737 866-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA Abbonamento annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 Un fascicolo L. 50
Fascicoli annate arretrate: il doppio
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 Un fascicolo L. 50
Fascicoli annate arretrate: il doppio
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Tritone n. 61/A-61/B; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46/r e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Napoli e Firenze, possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

PRESIDENZA DELLA REPUBBLICA

COMUNICATI

Il 31 luglio 1959, alle ore 10,45, il Presidente della Repubblica ha ricevuto nel Palazzo del Quirinale S. E. il generale Hassan Fahmy Ragab, il quale Gli ha presentato le lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di Ambasciatore straordinario e plenipotenziario della Repubblica Araba Unita.

(4528)

Il 31 luglio 1959, alle ore 11,10, il Presidente della Repubblica ha ricevuto nel Palazzo del Quirinale sir Arthur Ranasinha, il quale Gli ha presentato le lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di Ambasciatore straordinario e plenipotenziario del Ceylon.

(4529)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 24 luglio 1959, n. 631.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione tra l'Italia e il Principato di Monaco relativa all'assicurazione sugli infortuni del lavoro e le malattie professionali, conclusa in Roma il 6 dicembre 1957.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione tra l'Italia ed il Principato di Monaco relativa all'assicurazione sugli infortuni del lavoro e le malattie professionali, conclusa in Roma il 6 dicembre 1957.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo 18 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 luglio 1959

GRONCHI

SEGNI — PELLA — ZACCAGNINI

Visto, *il Guardasigilli*. GONELLA

Convenzione tra l'Italia ed il Principato di Monaco relativa all'assicurazione sugli infortuni del lavoro e le malattie professionali. (Roma, 6 dicembre 1957).

CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE ET LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO RELATIVE À L'ASSURANCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

Le President de la République Italienne

et

S. A. S. le Prince Souverain de Monaco

Considérant qu'en raison des mouvements de main-d'œuvre qui existent entre l'Italie et la Principauté de Monaco, il y a lieu de coordonner les régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des deux Pays en vue de garantir le bénéfice desdits régimes aux ressortissants italiens et monégasques,

Ont résolu de conclure une Convention et, à cet effet, ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République Italienne:

S. Exc. Carmine DE MARTINO, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères*,

S. A. S. le Prince Souverain de Monaco:

S. Exc. Henry SOUM, *Ministre d'Etat, Directeur des Relations Extérieures,* lesquels, après avoir echangé leurs pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier

Paragraphe 1er. — La présente Convention s'applique:

a) en Italie:

— à la législation sur la déclaration, la réparation et l'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles.

b) dans la Principauté de Monaco:

— à la législation sur l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles;

Paragraphe 2. — La présente Convention s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires, qui ont modifié ou complété ou qui modifieront ou compléteront les législations indiquées au paragraphe 1er du présent article.

Article 2

Les ressortissants monégasques et italiens, salariés ou considérés comme tels par les législations indiquées à l'article premier de la présente Convention, dénommés ci-après « travailleurs », sont soumis respectivement auxdites législations applicables en Italie et dans la Principauté de Monaco.

Ils en bénéficient dans les mêmes conditions que les ressortissants de chacun de ces Pays.

Article 3

Les travailleurs monégasques et italiens, occupés dans l'un des Pays contractants, sont soumis aux législations en vigueur au lieu de leur travail.

Toutefois, les autorités administratives compétentes des Pays contractants pourront prévoir, d'un commun accord, des exceptions à la règle énoncée au présent article.

Article 4

Ne sont pas opposables aux ressortissants de l'une des Parties contractantes les dispositions contenues dans les législations de l'autre Partie concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles, qui restreignent les droits des étrangers ou opposent à ceux-ci des déchéances en raison du lieu de leur résidence.

Les majorations ou allocations complémentaires, accordées en supplément des rentes d'accidents du travail en vertu des législations applicables dans chacun des deux Pays contractants, sont maintenues aux personnes visées à l'alinéa précédent qui transfèrent leur résidence de l'un des Pays dans l'autre.

Article 5

Tout accident du travail survenu à un travailleur monégasque en Italie ou à un travailleur italien à Monaco, qui a occasionné ou est de nature à occasionner soit la mort, soit une incapacité permanente, totale ou partielle, doit être notifié par l'organisme compétent ou par l'employeur aux autorités consulaires locales du Pays auquel ressortit la victime.

Cette notification sera faite par l'organisme compétent ou par l'employeur dans les mêmes délais que ceux prévus pour la déclaration de l'accident aux autorités ou organismes compétents en vertu de la législation nationale. Il sera, dans les mêmes délais, transmis copie, suivant le cas, des documents relatifs à cette déclaration, des certificats médicaux et du rapport d'enquête.

Article 6

Pour la détermination du degré d'incapacité en cas d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle dans l'un des Pays contractants, les accidents du travail antérieurs ou les maladies professionnelles antérieures, relevant de la législation de l'autre Pays contractant, même si le degré d'incapacité était inférieur au minimum indemnisable, sont pris en considération de la même manière que les accidents ou les maladies visés par la législation à laquelle la victime est soumise par le nouvel accident ou par la nouvelle maladie. Toutefois, seule la réparation du dernier accident ou de la dermière maladie est à la charge du premier Pays.

Article 7

Si un travailleur qui a obtenu réparation d'une maladie professionnelle dans l'un des Pays contractants fais valoir, pour une maladie de même nature, des droits à réparation au regard de la législation de son nouveau lieu de travail dans l'autre Pays, il sera tenu de faire à l'organisme compétent de ce dernier Pays, la déclaration des prestations et indemnités reçues antérieurement au titre de la même maladie.

L'organisme débiteur des nouvelles prestations et indemnités tiendra compte des prestations antérieures comme si elles avaient été à sa charge.

Article 8

Pour les travailleurs monégasques et italiens relevant d'un organisme italien compétent, les prestations prévues par la législation italienne peuvent être servies sur le territoire de la Principauté. Dans ce cas, les prestations prévues par cette législation sont accordées aux assurés ainsi qu'à leurs ayants droit sous les conditions et selon les modalités qui seront fixées par un arrangement entre les autorités administratives compétentes des deux Pays contractants.

Pour les travailleurs monégasques et italiens relevant du régime monégasque compétent, les prestations prévues par la législation monégasque peuvent être servies sur le territoire italien. Dans ce cas, les prestations prévues par cette législation sont accordées aux assurés ainsi qu'à leurs ayants droit sous les conditions et selon les modalités qui seront fixées par un arrangement entre les autorités administratives compétentes des deux Pays contractants.

TITRE II

Dispositions d'application

Article 9

Les autorités ainsi que les organismes compétents des deux Pays contractants, se prêteront mutuellement leurs bons offices, dans la même mesure que s'il s'agissait de l'application de leurs propres régimes.

Article 10

Paragraphe 1er. — Le bénéfice des exemptions de droits d'enregistrement, de greffe, de timbre et de taxes consulaires prévues par la législation de l'un des Pays

contractants pour les pièces à produire aux administrations ou organismes compétents de ce Pays, est étendu aux pièces correspondantes à produire, pour l'application de la présente Convention, aux administrations ou organismes compétents de l'autre Pays.

Paragraphe 2. — Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution de la présente Convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques et consulaires.

Article 11

Les recours qui devraient être introduits dans un délai déterminé auprès d'une autorité ou d'un organisme d'un des Pays contractants, compétent pour les recevoir, sont considérés comme recevables s'ils sont présentés dans le même délai auprès d'une autorité ou d'un organisme correspondant de l'autre Pays. Dans ce cas, cette dernière autorité ou ce dernier organisme devra les transmettre sans retard à l'organisme compétent.

Article 12

Paragraphe 1er. — Les autorités administratives compétentes des Etats contractants arrêteront directement les mesures de détail pour l'exécution de la présente Convention en tant que ces mesures nécessitent une entente entre elles.

Les mêmes autorités administratives se communiqueront en temps utile les modifications survenues dans la législation ou la réglementation de leur Pays concernant les régimes indiqués à l'article premier.

Paragraphe 2. — Les autorités ou services compétents de chacun des Pays contractants se communiqueront directement les dispositions prises en vue de l'exécution de la présente Convention à l'intérieur de leur propre Pays.

Article 13

Sont considérés, dans chacun des Etats contractants, comme autorités administratives compétentes, au sens de la présente Convention, les ministères ou départements ministériels qui ont, chacun en ce qui les concerne, les législations indiquées à l'article premier dans leurs attributions.

TITRE III

Dispositions finales

Article 14

Sous réserve des dispositions relatives au contrôle des changes, les organismes débiteurs de prestations en vertu de la présente Convention s'en libéreront valablement dans la monnaie de leur Pays.

Article 15

Des accords complémentaires pourront déterminer les modalités selon lesquelles les organismes débiteurs de prestations pourront, dans le cas où le bénéficiaire réside dans l'autre Pays contractant ou y transfère sa résidence, charger l'organisme compétent de ce Pays du service des prestations.

Article 16

Les formalités que les dispositions légales ou réglementaires de l'un des Etats contractants pourraient prévoir pour le service, en dehors de son territoire, des prestations dispensées par ses organismes, s'appliqueront également, dans les mêmes conditions qu'aux nationaux, aux personnes admises au bénéfice de ces prestations en vertu de la présente Convention.

Article 17

Paragraphe 1er. — Les difficultés relatives à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention sont réglées par une Commission mixte, composée de représentants des administrations intéressées de chaque Pays, qui se réunira à Rome ou à Monaco.

Paragraphe 2. — Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie à une solution, le différend devra être réglé suivant une procédure d'arbitrage organisée par un arrangement à intervenir entre les deux Gouvernements. L'organe arbitral devra résoudre le différend selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention.

Article 18

Paragraphe 1er. — La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés aussitôt que possible.

Paragraphe 2. — Elle entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra l'échange des instruments de ratification.

Paragraphe 3. — Les prestations dont le service avait été suspendu en application des dispositions en vigueur dans un des Pays contractants en raison de la nationalité ou de la résidence des intéressés à l'étranger seront servies sans rétroactivité, dans les conditions prévues par la présente Convention, à dater du jour de sa mise en vigueur. Les prestations qui n'avaient pu être attribuées aux intéressés pour la même raison seront liquidées et servies, dans les mêmes conditions, à compter de la même date.

Le présent paragraphe ne recevra application que si les demandes sont formulées dans le délai d'une année à compter de la date de mise en vigueur de la présente Convention.

Article 19

Paragraphe 1er. — La présente Convention sera conclue pour une durée d'une année. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation qui devra être notifiée trois mois avant l'expiration du terme.

Paragraphe 2. — En cas de dénonciation, les stipulations de la présente Convention resteront applicables aux droits acquis, nonobstant les dispositions restrictives que les régimes intéressés prévoieraient pour les cas de séjour à l'étranger d'un assuré.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Rome, le 6 décembre 1957, en double exemplaire.

Pour la Principauté de Monaco: HENRY SOUM

Pour la République Italienne: CARMINE DE MARTINO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 maggio 1959, n. 632.

Erezione in ente morale dell'O. P. « Asilo infantile », con sede in Ponzano di Fermo (Ascoli Piceno).

N. 632. Decreto del Presidente della Repubblica 24 maggio 1959, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, l'O. P. « Asilo infantile », con sede in Ponzano di Fermo (Ascoli Piceno) viene eretta in ente morale e ne viene approvato, con modifiche, lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° agosto 1959
Atti del Governo, registro n. 120, foglio n. 7. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 luglio 1959, n. 633.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale dell'Immacolata, in Molfetta (Bari).

N. 633. Decreto del Presidente della Repubblica 2 luglio 1959, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale dell'Immacolata, in Molfetta (Bari).

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° agosto 1959
Atti del Governo, registro n. 120, foglio n. 5 — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 luglio 1959, n. 634.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia della Beata Maria Vergine del Buon Consiglio, in frazione Scifelli del comune di Veroli (Frosinone).

N. 634. Decreto del Presidente della Repubblica 2 luglio 1959, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Veroli (Frosinone), in data 7 novembre 1958, integrato con due dichiarazioni del 14 novembre 1958, relativo all'erezione della parrocchia della Beata Maria Vergine del Buon Consiglio, in frazione Scifelli del comune di Veroli (Frosinone).

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° agosto 1959
Atti del Governo, registro n. 120, foglio n. 6 — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 luglio 1959, n. 635.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Santa Margherita Vergine e Martire, nel comune di Trasaghis (Udine).

N. 635. Decreto del Presidente della Repubblica 2 luglio 1959, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Udine in data 14 febbraio 1959, integrato con prospetto senza data e con dichiarazione del 20 febbraio 1959, relativo all'erezione della parrocchia di Santa Margherita Vergine e Martire, nel comune di Trasaghis (Udine).

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° agosto 1959
Atti del Governo, registro n. 120, foglio n. 1. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 luglio 1959, n. 636.

Riconoscimento della personalità giuridica del Monastero di Sant'Anna, con sede in Sigillo (Perugia).

N. 636. Decreto del Presidente della Repubblica 2 luglio 1959, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica del Monastero di Sant'Anna, con sede in Sigillo (Perugia).

Visto, *il Guardasigilli* · GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° agosto 1959
Atti del Governo, registro n. 120, foglio n. 2 — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° luglio 1959

Sostituzione di un membro del Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale della previdenza sociale.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti gli articoli 11 e 16 del regio decreto-legge 4 ottobre 1935, n. 1827, sul perfezionamento e coordinamento legislativo della previdenza sociale;

Visto l'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 436, ratificato con legge 17 aprile 1956, n. 561, contenente modificazioni alle norme che regolano la composizione degli organi dell'Istituto nazionale della previdenza sociale;

Visto l'art. 4 del regio decreto-legge 19 agosto 1938, n. 1560, convertito nella legge 5 gennaio 1939, n. 163, contenente modificazioni alle norme relative all'assicurazione contro l'invalidità e la vecchiaia della gente del mare;

Visto il proprio decreto 4 febbraio 1958, concernente la ricostituzione del Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale della previdenza sociale;

Vista la nota 32/2398 del 20 maggio 1959, con la quale il Ministero della marina mercantile designa il dottor Fernando Ghiglia, nuovo direttore generale del lavoro marittimo e portuale e dei porti quale suo rappresentante in seno al Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale della previdenza sociale in sostituzione del direttore generale dott. Giuseppe Mosti, collocato a riposo;

Considerata la necessità di procedere alla sostituzione anzidetta;

Sulla proposta del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Il dott. Fernando Ghiglia, direttore generale del lavoro marittimo e portuale e dei porti è chiamato a far parte del Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale della previdenza sociale, in rappresentanza del Ministero della marina mercantile ed in sostituzione del dott. Giuseppe Mosti, collocato a riposo.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 1° luglio 1959

GRONCHI

ZACCAGNINI — TAMBRONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 agosto 1959
Registro n. 10 Lavoro e previdenza, foglio n. 199 — GALLOZZI

(4734)

DECRETO MINISTERIALE 29 luglio 1959.

Determinazione del salario medio e del periodo medio di occupazione per cooperative e carovane di barcaioli e scaricatori della provincia di Parma.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 35 delle norme concernenti gli assegni familiari, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 30 maggio 1955, n. 797, sulla determinazione dei salari medi e dei periodi di occupazione media mensile per particolari categorie di lavoratori, ai fini del calcolo dei contributi per assegni familiari;

Sentito il Comitato speciale per gli assegni familiari e le Associazioni professionali interessate;

Decreta:

Art. 1.

Ai fini dell'applicazione delle norme sugli assegni familiari, il salario medio ed il periodo medio di occupazione mensile per le cooperative e carovane di seguito indicate sono così determinati, con decorrenza 1° gennaio 1956:

Cooperativa barcaioli e scaricatori « La Padana » di Polesine Parmense:
periodo medio di occupazione mensile: 22 giornate;
salario medio giornaliero: L. 1000.

Cooperativa barcaioli e scaricatori « Lelio Guidotti » di Polesine Parmense:
periodo medio di occupazione mensile: 22 giornate;
salario medio giornaliero: L. 1000.

Carovana barcaioli e scaricatori di Mezzano Rondani:
periodo medio di occupazione mensile: 23 giornate;
salario medio giornaliero: L. 750.

Carovana barcaioli e scaricatori di Le Chiare di Medesano:
periodo medio di occupazione mensile: 23 giornate;
salario medio giornaliero: L. 600.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 29 luglio 1959

(4517) p. *Il Ministro*: GOTELLI

DECRETO MINISTERIALE 5 agosto 1959.

Sostituzione di membri del Consiglio di amministrazione e del Collegio dei sindaci dell'Ente nazionale assistenza agenti e rappresentanti di commercio.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il regio decreto 6 giugno 1939, n. 1305, con il quale è stato approvato lo statuto dell'Ente nazionale assistenza agenti e rappresentanti di commercio;

Visto il decreto Presidenziale 22 giugno 1949, n. 388, concernente modifiche allo statuto dell'Ente predetto;

Visto il proprio decreto 21 dicembre 1956, relativo alla ricostituzione del Consiglio di amministrazione e del Collegio dei sindaci dell'Ente medesimo;

Considerato che a seguito delle dimissioni presentate con lettera del 24 luglio 1959 dal consigliere dell'Ente nazionale assistenza agenti e rappresentanti di commercio in rappresentanza delle aziende industriali, prof. avv. Marcello Andreoli, la Confederazione generale dell'industria italiana, con nota 808/035208 del 24 luglio 1959, propone la nomina alla carica suindicata, in sostituzione del dimissionario, dell'avv. Enzo Bajocco, attuale componente del Collegio sindacale dell'Ente di cui trattasi e, altresì, la nomina a sindaco, in rappresentanza delle aziende, dell'avv. Antonio Zanini, in sostituzione dell'avv. Enzo Bajocco, proposto per la carica di consigliere dell'Ente;

Ritenuta la necessità di procedere alla integrazione della composizione degli organi dell'Ente di cui trattasi;

Decreta:

Art. 1.

L'avv Enzo Bajocco è nominato membro del Consiglio di amministrazione dell'Ente nazionale assistenza agenti e rappresentanti di commercio, in rappresentanza delle aziende industriali ed in sostituzione del l'avv. prof. Marcello Andreoli, dimissionario.

Art. 2.

L'avv. Antonio Zanini è nominato membro del Collegio dei sindaci dell'Ente nazionale assistenza agenti e rappresentanti di commercio, in rappresentanza delle aziende ed in sostituzione dell'avv. Enzo Bajocco nominato consigliere dell'Ente medesimo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 5 agosto 1959

(4638) *Il Ministro*: ZACCAGNINI

DECRETO MINISTERIALE 10 agosto 1959.

Messa in liquidazione coatta amministrativa della Società cooperativa « Co.Fer.S. », con sede in Napoli.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Viste le risultanze della revisione ordinaria eseguita alla Cooperativa ferrovieri dello Stato « Co. Fer. S. », con sede in Napoli, dalle quali si rileva, fra l'altro, che la Società non ha attività sufficienti per il pagamento dei debiti;

Visto il parere favorevole espresso in via d'urgenza dal Comitato costituito in seno alla Commissione centrale per le cooperative, ai sensi dell'art. 19 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 14 dicembre 1947, n. 1577;

Ritenuta la necessità di sottoporre la cooperativa suddetta alla procedura della liquidazione coatta amministrativa;

Visti gli articoli 2540 del Codice civile e 194 e successivi del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Società cooperativa « Co. Fer. S. », con sede in Napoli, costituita in data 13 marzo 1947 con atto n. 7285 di repertorio del notaio avvocato Roberto Chiari, è messa in liquidazione coatta amministrativa ai sensi e per gli effetti degli articoli 2540 del Codice civile e 194 e successivi del regio decreto 16 marzo 1942, ed il dott. Raffaele Gambardella, residente in Napoli, vico Carrette ai Cristallini n. 1, ne è nominato commissario liquidatore.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 10 agosto 1959

(4696) *Il Ministro*: ZACCAGNINI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Notifica per smarrimento di titoli provvisori di buoni del Tesoro novennali 5 % - 1968

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 5.

Ai sensi dell'art. 4 del decreto legislativo 23 gennaio 1958, n 8, dell'art. 7 del decreto Ministeriale 27 febbraio 1958 e dell'art. 230 del regolamento generale sul Debito pubblico, è stato denunciato lo smarrimento del seguente titolo provvisorio del buono del Tesoro novennale 5 % - 1968.

n. 1.387 di L. 500.000, capitale nominale,

rilasciato dalla Sezione di tesoreria provinciale di Napoli, e denunciato smarrito dal sig Ivo Altei, nato a Vignola (Modena) il 25 dicembre 1908, domiciliato a Chiaiano (Napoli) via XX Settembre n. 26.

Si rende noto a chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i titoli definitivi corrispondenti a quelli smarriti.

Roma, addì 8 agosto 1959

Il direttore generale: SCIPIONE

(4662)

Notifica per smarrimento di titoli provvisori di buoni del Tesoro novennali 5 % - 1968

(2ª *pubblicazione*). Avviso n. 3.

In applicazione dell'art. 4 del decreto legislativo 23 gennaio 1958, n. 8; dell'art 7 del decreto Ministeriale 27 febbraio 1958 e dell'art. 230 del regolamento generale sul Debito pubblico 19 febbraio 1911, n. 298, è stato denunciato lo smarrimento dei seguenti titoli provvisori al portatore dei buoni del Tesoro novennali 5 % - 1968:

n. 203563 (numero partecipante al sorteggio dei premi di rinnovo: 8/383563) di . L. 5.000

» 203564 (numero partecipante al sorteggio dei premi di rinnovo: 8/383564) di » 5.000

rilasciati dalla Sezione di tesoreria provinciale di Torino e denunciati distrutti dal sig. Falchero Domenico, nato a Viù il 3 febbraio 1894 e domiciliato in Viù, frazione Chiaberge.

Si rende noto a chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i titoli definitivi corrispondenti a quelli smarriti.

Roma, addì 29 luglio 1959

Il direttore generale SCIPIONE

(4531)

Notifica per smarrimento di ricevute di titoli di rendita nominativa

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 2

E' stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni:

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 112 — Data 25 maggio 1957 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio provinciale del Tesoro di Cosenza — Intestazione: Alimena Aldo — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione 5 %, al portatore 5 — Capitale L. 57.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 348 — Data 20 gennaio 1959 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio provinciale del Tesoro di Palermo — Intestazione: Guttilla Basilio — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5 % - 1935, al portatore 1 — Capitale L. 107.800.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 87 — Data. 22 maggio 1958 — Ufficio che rilasciò la ricevuta· Ufficio provinciale del Tesoro di Modena — Intestazione: Bombardi Luigi — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5 % - 1935, al portatore 3 — Capitale L. 140 000.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si rende noto a chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 30 luglio 1959

Il direttore generale: SCIPIONE

(4533)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della Società cooperativa « Appalti industriali - S.C.A.I. », con sede in Statte

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 14 luglio 1959, la Società cooperativa « Appalti Industriali S C.A.I. », con sede in Statte (Taranto), costituita con atto del notaio dott. Vincenzo Palmieri il 24 dicembre 1953, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, con nomina di liquidatore nella persona del rag. Giuseppe Bagnardi.

(4625)

Sostituzione del presidente del Comitato di sorveglianza della liquidazione coatta amministrativa della Cooperativa « Case CNADEP », con sede in Napoli.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 3 agosto 1959, il dott. Benedetto Scotto è stato nominato presidente del Comitato di sorveglianza della liquidazione coatta amministrativa della Cooperativa « Case CNADEP », con sede in Napoli, in sostituzione del dott. Giorgio Menichini, funzionario di prefettura, trasferito ad altra sede.

(4642)

Proroga dei poteri conferiti al commissario governativo della Società cooperativa « Consorzio produttori latte alimentare », con sede in Ghedi (Brescia).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 30 luglio 1959, i poteri conferiti al rag Luigi Candusso commissario governativo della Società cooperativa « Consorzio produttori latte alimentare », con sede in Ghedi (Brescia), sono stati prorogati fino al 31 ottobre 1959.

(4640)

Scioglimento della Società cooperativa « Ente per il miglioramento agricolo e montano della provincia di Pesaro-Urbino », con sede in Pesaro.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 3 agosto 1959, la Società cooperativa « Ente per il miglioramento agricolo e montano della provincia di Pesaro-Urbino », con sede in Pesaro, costituita con atto del notaio dott. Tito Livio Zaccarelli il 5 agosto 1952, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatore.

(4641)

Revoca del Consiglio di amministrazione e del Collegio sindacale della Società cooperativa edilizia « La Volontà Italica », con sede in Roma, e nomina del commissario governativo.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 6 agosto 1959, è stata disposta, ai sensi dell'art. 2543 del Codice civile, la revoca del Consiglio di amministrazione e del Collegio sindacale della Società cooperativa edilizia « La Volontà Italica », con sede in Roma, costituita il 9 maggio 1949 per notaio dott Giuseppe Intersimone, ed è stato nominato commissario governativo il dott. Angelo Costa, per il periodo di sei mesi dalla data del decreto stesso.

(4656)

Nomina del Comitato di sorveglianza della liquidazione della Cooperativa di consumo « Dipendenti Monopoli di Stato », con sede in Milano.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 10 agosto 1959, è stato nominato il Comitato di sorveglianza della liquidazione della Cooperativa di consumo « Dipendenti Monopoli di Stato », con sede in Milano, costituito dalle seguenti persone:

Moreno rag. Enzo, presidente, Bonomi Federico e Borella Maria, membri.

(4697)

MINISTERO DELL'INTERNO

Riconoscimento e classificazione del razzo da segnalazione per lanciarazzi « Minolux mod. 61 »

Il razzo da segnalazione per lanciarazzi « Minolux modello 61 » di fabbricazione tedesca è riconosciuto ai sensi dell'art. 54 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificato alla categoria IV dell'allegato *A* al regolamento esecutivo di detto testo unico.

(4570)

Inclusione del comune di Muggia (Trieste) nell'elenco « A » delle località climatiche, balneari o termali o comunque di interesse turistico.

Con decreto interministeriale 18 luglio 1959, n. 18787.2 il comune di Muggia (Trieste) è stato incluso nell'elenco « A » delle località climatiche, balneari o termali o comunque di interesse turistico, nelle quali è obbligatoria l'applicazione della imposta di soggiorno, ai sensi del regio decreto-legge 24 novembre 1938, n. 1926, convertito nella legge 2 giugno 1939, n. 739, e successive modificazioni.

(4571)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di certificato sostitutivo di diploma originale di laurea

Il dott. Mario Maraffini, nato a Roma il 1° febbraio 1915, ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma originale di laurea in economia e commercio rilasciatogli dalla Università di Roma nell'anno 1943.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo all'Università di Roma

(4694)

Diffida per smarrimento di diploma originale di laurea

Il dott. Francesco Aliberti, nato a Messina il 4 febbraio 1919, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma originale di laurea in giurisprudenza rilasciatogli dalla Università di Messina a seguito degli esami conclusivi del relativo corso da lui sostenuti nell'anno accademico 1944-45.

Se ne da notizia ai sensi dell'art 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Messina

(4643)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Avviso relativo alla graduatoria del concorso per titoli e per esami a sei posti di architetto ed ingegnere urbanistico in prova del Genio civile (carriera tecnica direttiva) indetto con decreto Ministeriale 6 ottobre 1956.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si dà notizia che il n. 7 del Bollettino ufficiale del mese di luglio 1959 del Ministero dei lavori pubblici, pubblica il decreto Ministeriale 17 marzo 1959, n. 9645, registrato alla Corte dei conti il 27 aprile 1959, al registro n 17, foglio n. 94, con cui si approva la graduatoria generale di merito nonchè la graduatoria dei vincitori e degli idonei del concorso pubblico per titoli e per esami a sei posti di architetto ed ingegnere urbanistico in prova del Genio civile (carriera tecnica direttiva) indetto con decreto Ministeriale 6 ottobre 1956

(4728)

PREFETTURA DI FROSINONE

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Frosinone.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FROSINONE

Visto il decreto n. 35163 del 30 luglio 1958, col quale è stato indetto il concorso, per titoli ed esami, ai posti di veterinario condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1957;

Visto l'art. 47 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visti gli articoli 12 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Viste le designazioni del Consiglio dell'Ordine provinciale dei veterinari e quelle dei Comuni interessati;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del suindicato concorso è composta come segue:

Presidente:

Ferri dott. Ermanno, vice prefetto.

Membri:

Baldoni dott Angelico, veterinario provinciale;

Martini prof. Igino, docente di igiene e polizia veterinaria;

Paltrinieri prof. Sebastiano, docente in clinica medica veterinaria;

Santilli dott. Cesare, veterinario condotto

Segretario:

Di Franco dott Antonino, consigliere di Prefettura.

La Commissione inizierà i lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana

Il presente decreto sarà pubblicato anche nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura

Frosinone, addì 30 luglio 1959

Il prefetto MASCOLO

(4530)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* — SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato G C